

# NO THT

SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 2015

lutte contre le  
projet de lignes à  
Très Haute Tension  
en Haute-Durance <sup>(05)</sup>



plus d'infos :  
<http://notht05.noblogs.org>

- gratuit -

## DE LA VIOLENCE DANS LA LUTTE

« On l'a pas souhaité mais c'est la guerre » Mafia K'1Fry

Depuis peu la lutte contre la Très Haute Tension en Haute-Durance (Hautes-Alpes) est passée à une opposition concrète et active. tags, blocages, sabotages : la question de la violence est alors posée. C'est une problématique récurrente des actions collectives : quand les moyens légaux et démocratiques ont prouvé leurs limites, quels types d'actions proposer, comment s'organiser pour faire entendre ses idées et résister concrètement ? L'action directe, qu'elle qu'en soit son ampleur et sa radicalité (du pneu d'engin de chantier crevé à la séquestration du patron en passant par l'occupation, le blocage ou la simple campagne d'affichage en dehors des cadres prévus à cet effet) amène toujours une réaction de l'État qui défend ses intérêts et œuvre pour maintenir l'ordre. La répression s'applique à punir ces modes d'action illégaux, souvent en prétextant de leur violence. Toute infraction à la loi représente une forme de violence et la lutte devrait se cantonner au champ de la représentativité citoyenne. Il est évident que le propre même de la lutte et de l'action collective est de sortir de ce rayon d'action pour exister. Il s'agit donc de défendre en-

semble des discours et des actes qui, loin de se circonscrire à la seule définition qu'en fera l'État, s'auto-définissent comme les moyens de résister ensemble. On ne discute pas avec son patron de la moralité de la grève, on ne peut pas convaincre RTE de la légitimité de bloquer ses chantiers, on impose, dans la limite de ses capacités, un état de fait qui ne s'adresse pas seulement à ceux que l'on combat mais aussi au reste de la société afin de porter son discours le plus loin et le plus fort possible.

L'État a le monopole légal de la violence. L'État a la légitimité de matraquer, enfermer, tuer. La peine de mort est abolie et pourtant l'État tue toujours, que ce soit dans les quartiers, les manifs ou à travers les guerres menées à l'extérieur de ses frontières. La violence n'est jamais une fin en soi, elle est un moyen d'arriver à ses objectifs. Celle de l'État lui permet d'asseoir sa domination et de garantir la paix sociale. La société de classe est violente en elle-même : exploitation au travail, frontières et politiques migratoires, pauvreté, justice, guerres...

Lorsque l'on discute de la violence d'un acte, on n'apprécie pas son « degré de violence en soi » comme s'il existait une échelle répertoriant soigneusement et objec-

tivement chaque comportement pour définir s'il est moralement acceptable. Non, on pose toujours la question de la légitimité de cette violence. La violence de l'État est légitime car elle est légale : celui qui décide des règles du jeu impose sa propre échelle de violence.

Cette violence, nous l'avons subie au cours de la lutte, portée par les gendarmes « du coin » avec leurs convoctions, leurs interpellations ainsi que par le PSIG à Chorges avec matraques et gazeuse. En réponse à ce début de répression, un seul type de discours est apparu dans les médias : On a pu lire qu' Avenir Haute Durance déclarait que les « dégradations nuisaient à leurs recours et qu'ils n'en étaient pas à l'origine » tandis que suite à l'événement de Chorges, le collectif NO-THT affirmait qu'il « ne répondrait pas à la violence par la violence ». Les journalistes quant à eux, disent de Chorges que c'est : « une manif qui dégénère » et « des échauffourées ». Ces deux termes impliquent des échanges violents entre les deux parties alors qu'ils étaient malheureusement à l'initiative et à l'avantage des flics. Ils évoquent aussi la présence de « zadistes ». « Zadiste » est un vocable médiatique et policier pour dire « écolo-radical-violent », personne ne s'en revendique. « zadistes » comme « casseurs » sont toujours utilisés pour justifier les interventions des forces de l'ordre et pour créer, au sein des mouvements, une division entre « bons » et « mauvais » manifestants. Tenir cette position de la division entre ceux qui auraient des pratiques acceptables et les autres, les « fauteurs de trouble », c'est jouer le jeu du pouvoir et affaiblir le mouvement.

Ce que l'on a pu constater lors de la tentative d'expulsion de la ZAD de Notre Dame des Landes, c'est

que les manifestations pacifiques alliées à l'affrontement direct avec les forces de l'ordre ont porté leurs fruits: l'opération répressive a échoué, la ZAD existe toujours ( pour l'instant) et une partie des travaux est suspendue en attendant le résultat des recours légaux. La question n'est donc pas la légitimité de la violence mais l'efficacité des modes d'actions envisagés : comment faire pour agir ensemble, se coordonner avec des pratiques différentes pour parvenir à empêcher un projet.

Il est important, dans chaque lutte, de ne pas s'arrêter à ce que l'État réprime et juge violent ou illégal. Se dissocier d'actes « violents », c'est condamner d'avance les personnes qui en seront accusées et collaborer à la répression. Quel est l'intérêt de crier spontanément son innocence si ce n'est chercher la reconnaissance de L'État et le confort d'une place d'interlocuteur légitime. C'est sortir du terrain de la lutte pour entrer dans le rôle du partenaire social : celui de la co-gestion.

Face à la répression médiatique ou policière, la solidarité c'est se réapproprié collectivement les discours, les actes et les pratiques qui constituent la lutte.

Lutter amène à remettre en question le processus démocratique et à affirmer sa volonté de dépasser les modes d'expression que nous concède la démocratie, aller au-delà du rôle du citoyen qu'elle veut nous voir tenir. Cette remise en question pousse à envisager de nouvelles problématiques au delà des enjeux de la construction de nouvelles lignes à très haute tension : la critique du monde qui produit ces lignes c'est-à-dire la critique de l'État et donc du capitalisme dont il défend les intérêts.

Pour que les lignes THT ne se construisent pas.



### Chronologie Automne 2015

Cette chronologie n'est pas complète, de nombreuses autres actions ont eu lieu : des blocages de chantier, de pistes d'accès, des poses de banderoles, des marquages

de chantier effacés, des rassemblements, des tags...

#### 19-20 septembre : Week-end contre la THT

Le dimanche une manifestation réunie 500 personnes. Les grilles du chantier de l'Héliport de Rte à St Crépin sont renversées

par les manifestant-e-s. La nationale est bloquée a deux reprises. Un RG chassé de la manif. Quelques tags décorent les abords de l'aérodrome.

**30 octobre :** blocage de chantier à St Apollinaire avec une dizaine de

personnes. Deux machines sont déjà à l'arrêt : du sucre aurait été versé dans leurs réservoirs.

**3 novembre:** blocage de chantier à Réallon à une quarantaine de personnes. 3 personnes sont embarquées en contrôle d'identité.

## LES MASQUES TOMBENT, PÉTONS UN CÂBLE !

Texte lu à la manifestation entre Eyglie et  
St Crépin le 20/09/2015

À bas la THT !

Sous prétexte de rénovation du réseau électrique, RTE et l'État imposent la création de 2 nouvelles lignes à très haute tension (225000V) dans la haute vallée de la Durance. Ces projets s'inscrivent dans les plans européens de développement d'un grand réseau pour servir le marché capitaliste de l'électricité. Ce réseau permettra une plus grande fluidité des échanges marchands comme le prône l'idéologie du libéralisme, qu'on n'aime pas du tout.

Ailleurs aussi, de pareils projets voient le jour et des personnes s'y opposent. Par exemple à Saint Victor et Malvieu dans l'Aveyron contre la réalisation d'un transformateur, à Lille Arras, dans la Manche, etc.

Depuis plusieurs années, RTE et l'État travaillent à l'acceptabilité de leur projet. Celle-ci passe par un processus surnommé dit de « concertation ». L'enquête d'utilité publique avait pour seul but de légitimer des décisions arrêtées par avance, sous couvert de prendre en compte l'avis de chacun-e. Une mascarade ! La dernière formalité en cours est l'avis (consultatif) demandé aux communes concernant le permis de construire des lignes. En réalité, c'est l'aboutissement d'une procédure bien ficelée. Les recours n'ont jamais permis que de gagner trop peu de temps. Il n'a jamais été question pour l'État d'annuler un projet d'une telle ampleur et ayant de tels enjeux économiques au prétexte que des habitants s'y opposeraient.

Nous ne voulons pas de THT du tout, enfouissement ou pas.



RTE justifie la mise en place des lignes THT sous couvert qu'elles permettraient de soutenir le développement des énergies renouvelables. Comme la critique du nucléaire est aujourd'hui plus répandue, les industriels de l'électricité tentent de se donner une bonne image à travers les « énergies alternatives ». Ces énergies peuvent augmenter la capacité de production globale d'électricité, sans jamais venir remplacer le nucléaire. Ces énergies restent au service d'un projet de société qui perpétue la domination et l'exploitation, toute durable et cogérée qu'elle soit. La transition énergétique, le discours autour de la consommation consciente et citoyenne entretient le mythe selon lequel on pourrait changer le monde à travers son porte monnaie et très occasionnellement son bulletin de vote, ce qui nous dépossède de nos moyens de lutte et d'une réelle emprise sur ce qui nous entoure. De plus cela ne reste qu'un leurre, car les énergies renouvelables qui se développent sont à une échelle industrielle. Les critiques des personnes qui se font imposer des champs d'éoliennes nous éclairent sur la réalité de ces « alternatives », et surtout sur les enjeux économiques qui les sous-tendent.

Ce projet comporte son lot d'hypocrisie. Sa justification écologique va jusqu'à prétendre que l'implantation de ligne THT développera la biodiversité du territoire. Ici c'est la société Ecomed (société Ecologie Médiation )

**8 novembre :** marche autour du chantier à Réallon, assemblée. 600 personnes présentes. Les piles de troncs sont étalées sur les pistes.

**10 novembre :** blocage à Réallon. Une personne est convoquée à la gendarmerie

d'Embrun. Des personnes se réunissent l'après-midi pour la soutenir. Pas de suite. -Blocage du chantier de la 63000V à St Martin de Queyrières, une vingtaine de personnes.

**11 Novembre :** rassemblement à Puy

Sanière : Pique-nique, discussion. No THT est écrit avec des pierres.

**12 novembre :** blocage à St Martin de Queyrières avec une quinzaine de personnes -80 opposant-es se rendent

au conseil municipal de L'Argentière

**13 Novembre :** des opposant-e-s se rendent au conseil municipal de Réotier (La commune de Réotier se fait payer une salle à 250000euros par RTE)

qui expertise l'impact sur la faune et la flore du projet et les «compensations nécessaires». Les clients habituels de Ecomed sont « Autoroutes du sud de la France », « Total », etc.

Qu'est-ce que La THT concrètement ? Depuis le printemps 2015, les travaux ont commencé. Mise en place de piquets pour l'emplacement des pylônes, et aujourd'hui, suite aux expropriations, déforestation et aménagement des pistes à partir de mi octobre dans différentes communes, ceci effectué par 5 équipes différentes... mais aussi construction d'une base hélicoptère de 2 hangars pour les hélicoptères ainsi que des bureaux dans l'aérodrome (les hélicoptères serviront à transporter le matériel et tendre les câbles), un transformateur prévu à Embrun au printemps...

A Saint Crépin, c'est l'entreprise Charles Queyras TP (récemment rachetée par le groupe Vinci, bien connu pour tous ces méfaits à travers la planète) qui a été sollicitée pour les travaux préliminaires. Les différentes étapes nécessaires à la mise en place de la THT sont disséminées sur le territoire, et si les

travaux doivent se terminer en 2020, certaines phases avancent très rapidement... Il est donc important de se tenir au courant de celles ci afin de pouvoir intervenir de manière adaptée... Mais ce chantier n'avance pas dans l'indifférence. Des personnes tentent de s'y opposer par différents moyens d'action, discussions d'information, projections, assemblées auto-organisées, banderoles, tags, pique nique ballades au cours desquelles des piquets de marquage de parcelles sont enlevés... Des employés de RTE qui venaient sur des terrains privés se sont fait mettre dehors... On ne veut plus participer à leur mascarade, il nous paraît plus intéressant de venir à leur fête sans y être invité-es... En se souvenant des expériences riches du passé, comme celle menée dans la vallée de la Clarée pour empêcher la construction de la voie rapide, ou plus récemment à Notre Dame des Landes, au Val Susa, etc.

Il nous reste encore beaucoup à imaginer, et encore plus à faire !



**18 novembre :** blocage du chantier à Puy ST Eusèbe une vingtaine de personnes.

Les personnes refusent de déclarer leur identité aux flics. Des troncs, des grosses pierres sont balancées sur les pistes. Les gendarme n'auront aucune identité et

se vengeront en convoquant une personne qui sortait ses poubelles.

**23 novembre :** le Préfet interdit toutes les manifestations contre la THT. Des tracteurs de déboisements ont été

sabotés dans la nuit du 18 au 19.

**24 novembre :** blocage du chantier à St élément sur Durance. Une cinquantaine de personnes. Une trentaine de gendarmes tentent des les contrôler. Refus collectif, les bloqu-eur-euse-s font

bloc. Aucun contrôle. Le préfet Besnard accorde une rencontre le lendemain à la préfecture de Gap.

**25 novembre :** Le préfet annule le rendez-vous des machines ont été saboté pendant la nuit.

## **RTE DÉGAGE ! ET REMBALLE TES LIGNES THT, TON NUCLÉAIRE ET SON MONDE !**

Un texte du Collectif Anarchiste de Lutte et de résistanCe des Hautes-Alpes (CALUCHA)  
Plus d'infos : <http://calucha.lautre.net/> ou [calucha@calucha.lautre.net](mailto:calucha@calucha.lautre.net)

Sous couvert de rénovation de vieilles lignes hautes tension de 63 000 et 125 000 Volts, une filiale d'EDF – Réseau de Transport d'Electricité (RTE) – prévoit de construire 2 nouvelles lignes Très Haute Tension (THT) de 225 000 Volts chacune (avec possibilité d'augmentation jusqu'à 400 000) entre Gap et Briançon, avec ses 330 pylônes gigantesques en pleine montagne. Nous ne voulons pas de ligne THT du tout, qu'elle soit enfouie ou non, ni dans les Hautes-Alpes ni ailleurs.

### **Un pylône en cache forcément un autre ! Développement du tourisme de masse et bétonisation de la vallée...**

Nous ne sommes pas dupes, RTE n'investit pas plusieurs millions d'euros seulement pour sécuriser en électricité une vallée qui n'en n'a pas vraiment besoin, avec ses 35 000 habitant-e-s à l'année. Il est évident que cette infrastructure en amènera d'autres : agrandissements de stations de ski, augmentation du nombre des canons à neige artificielle, nouveaux complexes touristiques de luxe, etc. Bref, toujours plus de tourisme de masse dans les Hautes-Alpes ! Nous ne voulons pas suivre la voie des monstrueuses Savoies, avec leurs vallées bétonnées et polluées, sillonnées par TGV et autoroutes, entourées de montagnes défigurées par les stations de ski, d'ailleurs réservées aux plus riches de ce monde.



Nous subissons déjà les affres du tourisme de masse, les bouchons sur les routes, l'augmentation des prix en période touristique, les aménagements qui grignotent les terres agricoles et la montagne, les boulots saisonniers précaires et payés au lance-pierre, etc. Le tourisme nous rend complètement dépendant-e-s du bon état de l'économie capitaliste. Peut-être est-il temps de développer une autonomie locale, de reprendre nos vies en main. Nous sommes déjà nombreux et nombreuses à réfléchir et mettre en pratique des modes de vie auto-

nomes dans un territoire vécu différemment d'un parc d'attractions directement branché sur une centrale nucléaire.

Nous luttons déjà contre le système industriel capitaliste dans sa globalité, et nous nous opposerons à toute nouvelle incursion de sa part dans nos vies et dans la vallée.

### **Infrastructure indispensable au système nucléaire, qui – rappelons le – tue tout, toujours et partout**

Les promoteurs du projet se foutent d'ailleurs de tout ça et des habitant-e-s de la vallée. Leur objectif principal est la connexion électrique avec l'Italie, pour améliorer les capacités d'échanges du marché européen de l'électricité, et par conséquent favoriser la spéculation et les

**2 décembre :** trois blocages de chantier ont lieu dans la vallée en même temps. À Puy Sanière, à St Clément, et à Chorges où les manifestants ralentissent l'arrivée d'un camion à béton (pour couler les fondations de pylônes).

Des gendarmes casqués et avec des boucliers chargent et gaz. Une personne est interpellée puis relâchée.

**7 décembre :** un camion de la société Allamano qui construit des pistes pour le chantier a eu ses pneus

crevés, ses vitres brisées à l'Argentière.

**9 décembre :** une soixantaine de personnes bloquent plusieurs heures sur la nationale un convoi de préfabriqués destinés à créer des bureaux pour Rte à l'aérodrome de St Crépin.

L'après-midi un chantier de déboisement est bloqué à Châteauroux les Alpes.

**12 décembre :** un rassemblement interdit par la préf<sup>e</sup> réuni près de 200 personnes à Gap.

profits. Impossible de nier que les nouveaux réseaux THT entre la France, l'Italie et l'Espagne sont des excroissances indispensables du système nucléaire centralisé d'EDF, ses artères en quelque sorte ; ce dernier avoue lui-même qu'il faut bien exporter l'énergie nucléaire en surplus en été (lorsque l'on consomme moins mais les centrales produisent toujours autant), et importer nos manques en hiver lors des pics de consommation (liés en grande partie au chauffage électrique, soutenue depuis des années par EDF...).

Nous connaissons parfaitement et combattons les conséquences des nucléaires civils et militaires : guerres nucléaires (Hiroshima, Nagasaki), accidents industriels rendant inhabitables des régions entières (Tchernobyl, Fukushima), montagnes de déchets dangereux et non recyclables (projet d'enfouissement des déchets à Bure dans la Meuse), culte du secret industriel et militaire... Il est grand temps de mettre immédiatement un terme au système nucléaire, de relocaliser la production d'énergie et surtout de décentraliser la prise de décision en la matière : reprenons d'abord le contrôle direct sur cette production essentielle, et nous déciderons ensuite comment l'utiliser, ce qui relève du gaspillage ou de la satisfaction des besoins de base de chacun-e, les contours d'une nouvelle gratuité, etc. Mais pas question de participer à la « transition énergétique » prônée par l'État, qui ne vise qu'à accroître la production globale d'énergie en rajoutant du renouvelable au nucléaire, et bien évidemment dans une logique industrielle (champs d'éoliennes ou de panneaux solaires à pertes de vue, développés par des multinationales, et toujours reliés par des lignes THT).



## **Sous la ligne, il y a des femmes, des hommes, des animaux...**

N'oublions pas non plus les impacts prévisibles de ces lignes THT sur les milieux naturels (plusieurs centaines d'hectares défrichés en pleine montagne, de nombreuses espèces protégées impactées, des paysages défigurés...) et sur notre santé et celle de notre bétail (les ondes émises par les lignes étant très nocives, impliquant désordres neurologiques, leucémies, avortements...).

## **Une mascarade de concertation**

Bien entendu, le projet de RTE a besoin d'une « acceptabilité sociale », en réalité une pseudo-concertation jouée d'avance, avec son enquête publique aux 98% d'avis défavorables mais débouchant tout de même sur un avis favorable du commissaire enquêteur aux ordres des puissants de ce monde. Les propriétaires des parcelles d'implantation des pylônes ont été exproprié-e-s peu de temps après. Puisqu'ils nous enfument, refusons d'entrer dans leur « jeu démocratique » ! Désobéissons ! Sabotons !

## **Nous voulons vivre dans une vallée préservée et surtout décider de notre avenir. RTE dégage !**

Les travaux ne font que commencer et doivent durer 4 ans au total : il n'est pas trop tard pour crier son opposition à ce grand projet nuisible et imposé puis perturber l'avancement des travaux... Car le chantier n'avance pas dans l'indifférence : des personnes tentent de s'y opposer par différents moyens d'action complémentaires : discussions, projections, assemblées auto-organisées, banderoles, tags, manifestations (300 personnes à Embrun en décembre 2014, 500 à Eyglies en septembre 2015)...

Des travaux de déboisement sont en cours dans l'Embrunais (Puy-Sanières, Puy-Saint-Eusèbe, Saint Apollinaire, Réallon), et des blocages des machines ont lieu tous les jours en forêt par le collectif des Puys ; certaines ont même été sabotées ! Continuons de les retarder ainsi et bientôt ce sera la neige qui les bloquera chez eux !

La tension monte, alors n'hésitons pas à venir occuper le terrain sur le tracé des lignes, organiser blocages et barrages filtrants sur les routes et tous types d'actions qui viendront perturber leur mécanique de mort !

RTE dégage !

## COMPTE-RENDU DU MARDI 24 NOVEMBRE

### Un compte-rendu d'un blocage suite à l'interdiction par le Préfet de tous les rassemblements contre la THT.

Nous voici réunis à plus de cinquante personnes sur le parking des Clots à St Clément sur Durance... une cinquantaine, déterminés à braver les interdictions du préfet des hautes alpes, interdisant 3 mois de contestation au mouvement NoTHT.

Après quelques discussions sur la stratégie à adopter pour bloquer le chantier, nous prenons en gais lurons la piste nous conduisant au énième lieu de saccage de RTE. On rejoint tout d'abord une pelleteuse entrain d'affiner son terrassement, que l'on bloque. On se dirige ensuite un peu plus haut vers un chantier de bûcheronnage, non sans laisser sur nos pas des amas de troncs d'arbres sur la piste. Miloud, le chef de chantier pour RTE, est agacé. Fabrice le RG le rejoint en sueur et à bout de souffle...en profite pour proférer quelques menaces à l'encontre de quelques manifestants. L'Etat d'urgence lui donne un sentiment de puissance inégalable.

On bloque le chantier pendant plus d'une heure, des compagnons de lutte postés plus bas sur la route nous avertissent de l'arrivée de l'huissier (payé gracieusement par RTE pour monter des dossiers et nous coller des procès), ainsi que de l'arrivée d'une dizaine de véhicules de la gendarmerie. En tout, plus de 34 gendarmes sont dénombrés à différentes pistes d'accès au chantier. On décide tous ensemble de redescendre par un autre chemin. On arrive au hameau des clots, on sait que les flics nous attendent en nombre sur le parking où de nombreuses personnes sont garées.

On décide collectivement de refuser tout contrôle et de faire bloc. On marche, les flics se positionnent devant nous, nous stipulants qu'ils vont effectués un contrôle d'identité. On leur répond qu'il n'y en aura pas cette fois-ci. On se sert les coudes et on fait silence devant les forces de l'ordre. Mal à l'aise, carnets à la main, ils ne savent pas quoi faire.

On s'observe quelques minutes. Tout à coup on décide de faire demi tour, et d'aller boire un coup au chaud... car on vient d'être invité à se réchauffer chez des voisins du village. La solidarité la plus belle qui puisse



être s'installe entre nous. C'est beau. On discute, on s'hydrate au thé, au café, les bébés nous accompagnent en buvant des biberons de lait chaud. Les flics se caillent. Dehors.

Puis vers 16h45, la plupart des bleus s'en vont, estimant qu'ils ont assez d'informations pour réussir à remplir leur plan quinquennal de fichage. On reprend la route, en caravane...

Dans l'après-midi, on reçoit un coup de fil de la préfecture. Le préfet nous accorde, à Avenir Haute Durance et aux collectifs NoTHT une rencontre ce mercredi avec pour unique condition qu'il n'y ait aucune manifestation à Gap mercredi...ca tombe bien, y'en avait pas. Le compromis n'est pas dur à accepter. La stratégie fanfaronnante de jeudi dernier sifflant la fin de la récréation, ne semble plus d'actualité pour monsieur le préfet.

Un communiqué de presse dans les médias locaux et une action de blocage le même jour, ça pose le rapport de force !

De plus, la nouvelle nous arrive que le tribunal administratif de Marseille a bloqué le chantier de l'aérodrome de St Crépin (base logistique de RTE pour la THT). Ca nous met le sourire. Sans cette base terminée, pas d'hélicos pour transporter les pylônes. Ca va être long, très long pour RTE d'achever ces lignes THT...

Et si cela devenait un nouveau bourbier pour l'Etat, comme Notre dame des landes...

Multiplions les fronts en cette vieille démocratie nau-séabonde... prise en otage par une poignée d'énarques, de banquiers et de vendeurs d'armes. Le temps des vaches grasses est terminé!

Seule la lutte paie ! Nouvelles actions à venir !  
La résistance continue !

*[Le Préfet annulera le rendez-vous le lendemain. Des machines sur un chantier de déboisement ont été sabotées pendant la nuit.]*

# QUELQUES COLLABORATEURS DU PROJET DE LIGNES THT EN HAUTE-DURANCE

Les lignes à Très Haute Tension ne se font pas toutes seules.

## RÉSEAU DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ

RTE, filiale d'EDF construit et entretient le réseau de transport de l'électricité en France. Pour la distribution de l'électricité aux points de ventes, c'est ERDF qui s'en charge.

-Gérard Robinot Directeur de projets RTE/Développement & Ingénierie PACA  
gerard.robinot@rte-france.com

Tel : 04 88 67 44 84

Port : 06 26 84 30 52

ou Michel Lotte ( 06 60 67 67 75 )

-Luc Mazéas, Directeur du centre développement et ingénierie

-Michel SARLIN

Chargé de mission, base Embrun

Route de Saint-André - 05000 EMBRUN

Par téléphone : 04 92 52 34 19

Par mail : michel.sarlin@rte-france.com

www.hautedurance.rte-france.com

## ACCEPTABILITÉ ÉCOLOGIQUE

Aujourd'hui tout est écologique. Les projets les plus nuisibles seraient des aubaines pour la biodiversité. Le capitalisme se repeint en vert pour se rendre acceptable.

«RTE a trouvé un accord avec l'Office National des Forêts pour que ce dernier fournisse des graines de végétaux issus de la biodiversité locale aux pépinières Robin du Champsaur. Le célèbre pépiniériste a pour mission de cultiver les graines et de préparer les plants pour une mise en terre ultérieure sur les zones du chantier préalablement étudiées»

-Life biodiversité est un projet financé par la commission européenne et RTE pour la France. L'objectif de ce projet est de créer des «corridors écologiques» sous les lignes à haute tension. Tous les responsables de ce projet sont en lignes sur [www.life-elia.eu/fr/Contactez-nous](http://www.life-elia.eu/fr/Contactez-nous)

-ECO-MED ou écologie-médiation est un «bureau d'études, d'expertise et de conseil en environnement naturel spécifiques à l'aménagement du territoire

et à la mise en valeur des milieux naturels». Ils font la médiation entre les porteurs de projets et la société civile ainsi que l'expertise écologique. Leur clientèle ? Total, Arcelor-Mittal, Autoroutes du Sud de la France (ASF), Esso, Rte...

Assistant Maître d'ouvrage: Keller Laureen  
l.keller@ecommed.fr

-ECO-MED siège - Tour Méditerranée - 65, av. Jules Cantini 13298 MARSEILLE cedex 20 / Tél : 04 91 80 14 64 - Fax : 04 91 80 17 67

-Agence Languedoc-Roussillon: résidence ATRIUM - 113 rue Recouly 34070 Montpellier / Tél : 04 99 54 24 00

-Agence Rhône-Alpes : immeuble le Boléro - 9, rue Robert 69000 Lyon / Tél : 04 72 15 60 36

-ROBIN PEPINIERES cultive les graines et les plants pour le corridor écologique sous les lignes.

Robin Pépinières

Le village, 05500 Saint Laurent du Cros  
Tél 04.92.50.43.16 Fax 04.92.50.47.57

-Office National des Forêts

-le Parc National des Ecrins

## DÉFORESTATION

-OMEXOM, INEO, et LAGLASSE marquages des arbres

-SARL GANDELLI

Saint Thomas 05600 REOTIER

Damien Gandelli est aussi élu au conseil municipal de Réotier.

-SARL Société Alpine des Bois  
Les Gilotières 04290 Salignac

## EXPLOITATION

-Hautes-alpes emploi relais

Des agences à Gap, Briançon et Laragne

-La directrice

## BASE LOGISTIQUE

Construction d'un hélicoptère et de bureau pour RTE sur l'aérodrome de St Crépin  
Christophe zerillo architecte

avenue de la gare Chorges

0492506143 zerilloarchitecte@free.fr

## LIGNARDS

-Inéo réseaux Haute tension

-Serpollet

-Theupault

## TRANSFORMATEUR

-Aveo (bosse aussi sur ITER)

## TRAVAUX PRÉLIMINAIRES, TERRASSEMENT

-Charles Quyras TP (groupe VINCI)

-Allamanno (Régis Allamanno est d'ailleurs le président de la chambre Travaux public de la Fédération BTP des Hautes-Alpes)

## PUBLICITAIRE

francom - François Robert

## ASSOCIATION «POUR» LE PROJET

<http://perspectives-haut-alpines.e-monsite.com/>

Le siège est à Puy Sanière.

## LES PARTENAIRES LOCAUX OU LE PATRONNAT DANS LE 05

-Mr Patrick Renouf, président de la fédération du BTP 05

-La Chambre de Commerce et d'Industrie (dont le conseiller technique est également directeur du projet RTE Eric Gorde vice-président de la CCI et président de Haute Durance Initiative («interface entre les entreprises nationales sollicitées par RTE et les compétences locales»

Aurore Boyer (contact CCI pour le projet)  
04 92 56 56 91 hdi-rte@hautes-alpes.cci.fr

-Chambre des métiers et de l'artisanat

-Fédération de l'industrie hôtelière

-Syndicat des carriers

-Union pour l'entreprise UP05

-Fédération départementale des associations de commerçants et d'artisans